

L'ennemi qui menace, ce n'est plus l'autre. L'ennemi est à l'intérieur. Si j'ai parlé au début de mon allocution des nouvelles données de la paix et de la sécurité internationales, il est clair que c'est bien la sécurité humaine qui est le fondement même de la vraie paix. La paix et la sécurité passent désormais par la capacité des États à promouvoir le développement économique et social de chaque citoyen et citoyenne dans le respect de la différence et de l'environnement. Évacués pendant trop longtemps de l'équation de la sécurité, des facteurs tels l'épuisement des sols, la destruction des forêts et la désertification nous rappellent dramatiquement que la menace c'est beaucoup plus que l'étendard et le fusil.

Le ralentissement économique des dernières années touche durement les pays en voie de développement et particulièrement les pays africains. La richesse collective du continent diminue laissant chaque État et chaque personne dans une situation plus précaire. À moins d'accepter de gérer étroitement l'allocation de la richesse nationale, la rareté des ressources et les inégalités mèneront à l'éclatement des États, aux déplacements de populations, immanquablement aux frictions interétatiques et interethniques.

Pour réussir, les gouvernements doivent aussi reconnaître le rôle fondamental des femmes dans le développement économique et social. Encore aujourd'hui, les femmes nourrissent de nombreuses populations; les femmes portent les valeurs culturelles de paix et de solidarité; les femmes demeurent des artisans de première ligne dans la reconstruction nationale. Sans la participation des femmes au processus de prise de décision politique et économique, les pays se privent d'une ressource indispensable.

Encouragé par l'engagement pris au Caire en juin 1993 par les chefs d'État et de Gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ainsi que les gestes posés par l'OUA au Burundi et par certaines organisations régionales, comme au Lesotho, le Canada est maintenant engagé activement dans un dialogue avec le secrétariat de l'OUA en vue de développer des voies de coopération qui puissent appuyer les objectifs du mécanisme de prévention, de gestion et de résolution des conflits. Le Canada encourage l'OUA à promouvoir la complémentarité avec les organisations régionales africaines, l'ONU, la Francophonie et le Commonwealth. La conférence d'aujourd'hui se veut un jalon supplémentaire dans la mise en oeuvre de cette coopération.

La Francophonie ne peut pas rester muette face aux défis que posent les conflits actuels et potentiels à la sécurité régionale et internationale. Par conséquent, il y a lieu de se demander si cette dernière, en appui au mécanisme de l'OUA, ne devrait pas se doter de moyens institutionnels lui permettant de jouer un rôle de prévention et de médiation. Certes, des programmes relatifs à la promotion des institutions démocratiques existent déjà. Mais